

Alain Minc : « Le montant du plan de relance devrait être beaucoup plus important »

 lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/alain-minc-le-montant-du-plan-de-relance-devrait-etre-beaucoup-plus-important-1238567

2 septembre 2020

Interview

Celui qui se présente comme un ancien « archevêque de la pensée unique » juge, dans une interview aux « Echos », que le gouvernement n'a pas pris la mesure des changements de l'économie mondiale. Il appelle à « penser différemment » l'endettement et à un doublement du volet investissement du plan de relance.



Par Renaud Honoré, Isabelle Couet

Publié le 2 sept. 2020 à 7:30 Mis à jour le 2 sept. 2020 à 8:51

Le plan de relance à 100 milliards d'euros est-il à la hauteur des enjeux ?

Il me semble que les décideurs politiques - particulièrement à Bercy où les dogmes anciens ont toujours cours - n'ont pas mesuré à quel point notre monde macroéconomique a changé. On garde les yeux d'hier, ce qui nous conduit à considérer l'endettement généré par la crise comme exceptionnel. Moi qui ai été un « archevêque de la pensée unique » et un défenseur des critères de Maastricht, je pense qu'il est grand temps de comprendre que tous les paradigmes viennent de muter.

Lesquels ?

On ne peut plus continuer de croire encore que la création monétaire fabrique de l'inflation. Cela fait des années que les banques centrales sont lancées dans une politique d'achats d'actifs et d'injection de liquidité sans que cela fasse remonter l'inflation. Du moins celle sur les coûts. Les déficits des Etats sont en quelque sorte financés par la BCE. L'endettement doit être pensé d'une manière complètement différente quand nous vivons dans un monde de taux négatifs.

Qu'est-ce que cela change pour le plan de relance ?

Comme l'ancien président de la BCE, Mario Draghi, l'a dit cet été dans un discours très important, toute la question est de définir la bonne dette. Le monde de demain s'appuiera sur deux budgets : un budget de fonctionnement, traditionnel, avec des limites, et un budget d'investissement, financé par de la dette à long terme. Le plan de relance n'a pas assez intégré ce nouveau paradigme. Le montant du plan devrait être beaucoup plus élevé. Il suffit de voir ce que les Allemands font : ils ont enterré - sans doute définitivement - leurs dogmes budgétaires et n'hésitent pas à frapper fort avec les

aides d'Etat, pour relancer des pans entiers de leur industrie. Les Etats-Unis font également preuve de beaucoup plus de réactivité et de souplesse, allant à rebours de tous les dogmes anciens.

Quel serait le bon ordre de grandeur du plan alors ?

Le montant du plan d'investissement devrait être doublé, dès lors qu'on distingue investissements d'avenir et ce que j'appelle les dépenses « pansements », comme le prêt garanti par l'Etat (PGE) ou l'activité partielle, qui sont aussi nécessaires.

La distinction entre dépenses d'investissement et de fonctionnement était d'ordinaire brandie par les critiques des critères de Maastricht...

Ce qu'on appelait la pensée unique, pour laquelle je militais à bon droit, visait à éviter une crise monétaire grâce à la maîtrise des déficits budgétaires. C'était la seule voie quand les taux d'intérêt étaient à 4 %. Mais nous sommes aujourd'hui dans un contexte tout à fait différent qui est appelé à durer. Une économie à taux négatifs ne peut pas fonctionner comme une économie à taux positifs. Les chiffres de déficit agrégé classiques ont perdu leur pertinence, et la ligne de démarcation entre dépenses de fonctionnement et d'investissement est mouvante. Pour moi, la baisse des impôts de production comme le crédit impôt recherche relève de l'investissement, comme tout ce qui génère de la productivité. En revanche les salaires versés aux fonctionnaires, correspondent à du fonctionnement.

Vous réclamez plus d'investissements. Mais où déverser tout cet argent ?

Regardons ce que font les Allemands. Angela Merkel a décidé de mettre 3 milliards sur les bornes électriques sur les autoroutes allemandes, 9 milliards sur l'hydrogène et je ne parle que des choses les plus visibles. En matière de recherche sur la transition écologique ou de recherche sur les médicaments, en matière de soutien au tissu de start-up, les sujets d'investissement ne manquent pas. En outre, il va bien falloir assurer la solvabilité des entreprises après avoir assuré leurs liquidités. Les 3 milliards annoncés risquent d'être un peu « courts ».

Le plan de relance allemand présente des mesures en faveur de la demande, pas le français. Est-ce une erreur ?

Cette présentation n'est pas juste. La France a largement soutenu la demande avec son dispositif de chômage partiel. Le régime français est le plus avantageux d'Europe. Les Allemands se sont payé un cadeau de riches en baissant la TVA, mais c'est cher payé. Pour le reste, le gouvernement français a raison d'insister sur les problèmes d'offre, et il pourrait faire bien plus compte tenu du nouveau monde économique dans lequel nous sommes. Nous avons la capacité de faire un deuxième plan pour doubler la mise.

Le gouvernement britannique songe à remonter le taux de l'impôt sur les sociétés et à taxer plus fortement les plus aisés. Le gouvernement français ne va-t-il pas à rebours des tendances ?

La France a tellement besoin de recréer la confiance dans la sphère économique qu'il ne faut surtout pas déroger à ce qui a été fait depuis trois ans. Il y a un problème beaucoup plus profond, plus sensible encore en Angleterre, qui est celui de l'inflation du prix des actifs. Cela sera à l'avenir le grand discriminant social. La grande inégalité, ce sera entre celui qui a hérité d'un appartement à Paris de ses parents et celui qui n'en aura pas hérité. Les inégalités patrimoniales vont s'accroître de plus en plus.

Comment résoudre ce problème, si ce n'est par la fiscalité sur le patrimoine ?

C'est une question prématurée aujourd'hui mais qui se posera nécessairement. Le sujet ne concerne pas forcément les plus riches, autour desquels il y a un enjeu avant tout symbolique. Le problème c'est qu'au sein de la classe moyenne, vous aurez distinction de plus en plus grande entre ceux que la vie a doté d'un appartement ou d'un portefeuille grâce à l'héritage, et les autres.

Un haut-commissariat au plan, c'est une bonne idée ?

Un peu « old fashion ». Le Plan avait été créé à un moment où il n'y avait pas de lieu d'expertise. Aujourd'hui, il y a une telle pluralité d'expertises que cet instrument ne mérite, comme dans Racine, ni « cet excès d'honneur, ni cette indignité ».

Isabelle Couet et Renaud Honoré

Un plan de relance qui satisfait globalement les économistes

Les économistes, qui ont été beaucoup consultés par Bruno Le Maire depuis le début de la crise, jugent bien calibré le plan gouvernemental, qui sera dévoilé ce jeudi. Mais ils mettent en avant la nécessité de l'adapter à l'évolution de la conjoncture dans les prochains mois et de soutenir aussi les ménages modestes.

[Lire la suite](#)